

rant leur pleine efficacité aux stratégies de contestation sociale qui, en dernière analyse, déterminent par leur interaction la géographie industrielle de ce secteur, aujourd'hui... et peut-être pour longtemps encore.

Selon la formule d'Olivier Godard, il faut voir dans cet ouvrage « une contribution remarquable à une socio-économie qui ne se satisferait pas d'accoler des univers disjoints ».

Dominique Desbois

Genauto Carvalho de França Filho, Jean-Louis Laville, Jean-Philippe Magnen, Alzira Medeiros, éd.

Action publique et économie solidaire

Une perspective internationale

Eres, 2005. 416 pages, 30 euros

Comment la politique peut-elle retrouver une capacité d'intervention pour améliorer les conditions de vie sur les territoires ? Telle est la question posée dans ce livre coécrit par des acteurs sociaux, des responsables publics et des chercheurs. A cette question, on serait tenté d'en ajouter une autre, essentielle dans les implications qui en découlent : pourquoi ?

Les auteurs réunis par Jean-Louis Laville et ses coéditeurs partent d'un constat simple : en l'espace d'une trentaine d'années, les initiatives visant à concilier économie et solidarité se sont multipliées. Elles se sont aussi professionnalisées, à la façon des secteurs hospitaliers ou sociaux quelques décennies auparavant. Commerce équitable, coopératives populaires, services de proximité (crèches, aide à domicile), gestion des services urbains par les habitants, systèmes et réseaux d'échange ont commencé à quitter les parages du bénévolat pour se structurer et pérenniser leurs activités. L'agriculture et les magasins biologiques ont commencé à s'imposer jusque dans la grande distribution, et les diverses formes d'entrepreneuriat collectif, dont la création d'activités par les

chômeurs, sont apparues dans certains contextes comme de véritables outils économiques.

Si les diverses associations qui se sont lancées dans ces activités sont une pure expression de la société civile (dans sa créativité un peu brouillonne quelquefois), elles n'en occupent pas moins un espace économique significatif, dépassant largement les modes de réparation sociale ou de survie pour aller vers des activités porteuses de développement durable.

Nul hasard donc si les politiques publiques ont commencé à les prendre en compte aux niveaux national, mais aussi et surtout régional et local. Les auteurs de ce livre font ici une large place aux expériences menées en France et au Brésil : deux contextes a priori fort différents, qui attestent pourtant la vigueur de ces nouveaux modèles.

Y voir une « alternative à la mondialisation libérale », comme le suggèrent les auteurs, relève pourtant de la pure et simple idéologie, dans la mesure où c'est dans les interstices d'une économie de production mondialisée que viennent se glisser ces espaces économiques différents.

Qu'ils recèlent des gisements d'emplois, cela ne fait aucun doute, mais d'emplois qui, on le dit trop peu, sont la plupart du temps fort peu structurés du point de vue du droit du travail. Plus largement, on aurait tort de voir dans l'économie solidaire une forme de résistance à l'économie tout court. Elle peut être vécue ainsi par les personnes qui animent ses espaces, mais la vérité est qu'ils occupent ce que l'on appelle techniquement des niches. Même si ces niches sont quelquefois hors du domaine marchand, elles n'ont pas vocation à concurrencer les espaces économiques classiques, sauf à emprunter, comme c'est le cas de l'agriculture biologique et du commerce équitable, des circuits de distribution qui en font alors des produits comme les autres.

En revanche, et ceci mérite d'être souligné, l'existence d'un tel

secteur, protégé des cycles et des chocs économiques mondiaux par son caractère partiellement non-marchand, constitue pour les économies nationales un espace de résistance au sens physique du terme : un amortisseur, au même titre que les institutions de prévoyance et les secteurs dits protégés. La circulation des biens et des services y est moins soumise qu'ailleurs à des ralentissements ; sans qu'on puisse dire qu'ils soutiennent la croissance, ces secteurs contribuent donc à stabiliser les économies. Tout autant que pour leur utilité sociale, c'est en aussi en fonction de cette vertu économique que les politiques publiques gagneraient à les prendre en compte. C'est assurément l'une des portes d'entrée de cette fameuse « économie sociale de marché » qui pourrait définir l'Europe de demain.

Richard Robert

Livres utiles

Bernadette Lardy-Pélissier, Jean Pélissier, Agnès Roset, Lysiane Tholy. Code du travail annoté. Revue fiduciaire, 2005. 2232 pages, 51 euros

Le conseiller pratique du salarié. Prat, 2005. 730 pages, 29 euros.

Alain Gavand. Recrutement. Editions d'organisation, 2005. 336 pages, 27 euros.

Jacques Piveteau. L'entretien d'appréciation du personnel. Insep consulting, 2005. 232 pages, 26 euros.

Etienne Verne. Comment conduire un entretien de recrutement ? Guide pratique pour les cadres d'entreprise. Insep consulting, 2005. 176 pages, 24 euros.

Emmanuel Bénard & Aurélie Cormier Le Goff. Restructurations et droit du travail. Après la loi du 18 janvier 2005. Liaisons, 2005. 352 pages, 27 euros.

Jean Dalichoux & Pierre Fadeuilhe. Les groupements d'employeurs. Le travail à temps partagé au service de l'emploi. Liaisons, 2005. 208 pages, 25 euros.

Jacques Gervais. Votre retraite, la nouvelle donne. Liaisons, 2005. 176 pages, 20 euros.

Mohammed Matmati & Michel Le Berre. Moderniser la gestion des hommes dans l'entreprise. Liaisons, 2005. 288 pages, 28 euros.